

- INSURGEONS-NOUS -

Santé, éducation, logement, travail : ils sélectionnent, ils confisquent, ils rentabilisent, ils concurrencent, ils privatisent, ils pillent, ils exploitent, ils cassent, ils brisent. De là, ils sélectionnent, confisquent, rentabilisent, concurrencent, privatisent, pillent, exploitent, cassent, brisent, nos propres vies. La crise pour ceux qui la subissent est une mise à mort sociale, la crise pour ceux qui la décrètent est un mode de fonctionnement financier.

S'indigner individuellement, c'est bien. Se révolter collectivement, c'est mieux.

La crise ? Le capitalisme.

Un système régit le monde, le capitalisme.

Un système dont la crise est le principe de fonctionnement, le capitalisme. "Crise du chômage", "crise du logement", "crise de la consommation", "crise du plein-emploi", "crise du pétrole", "crise alimentaire", "crise humanitaire", "crise financière", "crise boursière", "crise sociale", "crise économique", "crise politique", "crise culturelle", "crise énergétique", "crise écologique", tel est le mode même du développement du capitalisme à travers l'histoire. Le capitalisme régit le monde, depuis deux siècles. Le capitalisme n'est autre que la loi du Capital. C'est-à-dire de la puissance financière, et le pouvoir de ceux qui la détiennent. Le capitalisme est un système qui divise le monde entre ceux qui détiennent la puissance financière, et ceux qui y sont soumis.

Ils nous parlent maintenant de "crise planétaire", de son urgence, de sa menace, de son irréversibilité, de sa fatalité. Spectaculaire, foudroyante, implacable. Ce n'est pas la première, ce n'est pas la dernière. Davantage, la crise planétaire est le mode continu du capitalisme.

Le capitalisme régit le monde, divisé entre ceux qui détiennent la puissance financière et ceux qui y sont soumis. Deux langages, deux logiques de nécessités, deux classes. Le capitalisme divise le monde en deux logiques : celle du profit, de la stabilité de la puissance, de l'accroissement du pouvoir, de la maximisation de la rentabilité; et celle de la vie, de la stabilité à se nourrir et se loger, de la maximisation de l'ordre de la nature, des nécessités humaines.

Le capitalisme détruit le monde. L'économie de profit et la logique de la

puissance financière saccagent écosystème et vies humaines. Le capitalisme soumet le monde aux lois du Capital, et l'assassine. Le capitalisme est un système de mort. Où il faut mourir pour lui : la nature, l'individu, des écosystèmes entiers, des peuples entiers.

Les dernières "grandes crises planétaires", périodes nommées comme telles, celles du krash boursier de 1929 et du krash pétrolier de 1973 ont rendu possible et justifié les pires dictatures et les plus monstrueuses des guerres. Cette nouvelle "grande crise planétaire" depuis le semi-krash boursier de 2008 est en train actuellement de rendre possible et de justifier les pires dictatures et les plus monstrueuses des guerres. Mais depuis deux siècles de capitalisme, de crise continue, il n'y a finalement qu'une seule dictature et une seule guerre : la dictature du profit, du pouvoir, de la puissance financière, du Capital; et la guerre entre les nécessités financières et les nécessités humaines, entre la classe des puissants et la classe de ceux qui travaillent pour eux, entre la classe qui détient le pouvoir financier et la classe de la masse populaire qui lui est soumis.

Depuis deux siècles, la seule réalité planétaire est celle d'une guerre de classe. Une guerre entre la vie et la finance, entre l'humain et le profit, entre la nature et la statistique. La situation actuelle, en 2012, pour chaque quartier, chaque ville, chaque pays, chaque continent n'est qu'un écho plus retentissant encore de la réalité sociale mondiale, de deux siècles de crise continue planétaire : un monde, deux classes, une guerre.

Leur crise. Notre austérité.

Dettes bancaires, bourses déstabilisées, dérouté économique, toutes les formules officielles sont bonnes pour amener la nécessité financière d'une "restructuration générale", qui n'est autre qu'une offensive violente du capitalisme pour se régénérer. Le capitalisme ne se régénère que par la casse sociale et l'écrasement de vies humaines. Comme il l'a toujours fait.

Tout commence par des licenciements, des augmentations et créations de taxes, des coupes budgétaires, des pertes de subventions, des privatisations, des délocalisations, de manière graduelle avec l'apparence de phénomènes isolés. Puis on se rend compte de la cohérence précise et calculée de cette casse sociale qui va jusqu'au génocide social. C'est ce qui se passe actuellement en Grèce, où les offensives du Capital se sont multipliées et violemment durcies depuis 2008. La dette de grandes banques et des pertes boursières ont affamé tout un peuple qui meurt lentement de notre passivité internationale et de la répression d'Etat locale.

L'Etat a effectivement une souveraineté, qui n'est pas une souveraineté populaire mais une souveraineté policière. L'Etat a pour seule fonction de maintenir l'ordre, par tous les moyens qu'il jugera nécessaire, pour permettre les mesures

d'austérité de s'implanter sans discussion contre l'ensemble de la population. Ces mesures d'austérité obéissent aux nécessités du Capital.

En cette période décisive se joue en Grèce un basculement. Un basculement irréversible et irrémédiable. Un basculement politique.

Les puissants de ce monde, et en particulier de l'Europe, la Troïka, qui ne sont pas les gouvernements ou les partis mais l'appareil d'Etat en lui-même et le pouvoir financier, prétextent la « crise » pour déployer des « mesures d'austérité » et autres « plans de rigueur » pour se « serrer la ceinture » et en sortir. La crise est un fait. C'est le mode de fonctionnement de leur système et de leur régime, le capitalisme. Un capitalisme qui n'est ni « sauvage » ni « ultra », ni « virtuel » ni « inhumain », ni "néo-libéral" ni "démocrate". C'est le capitalisme, c'est tout. Régime et système des puissants, de la finance et des marchés, des patrons de multinationale et des bourses. Ce monde-là n'est pas le nôtre. Ce qui nous importe à nous est de nourrir nos familles et de vivre avec décence et dignité, d'avoir des enfants et de pouvoir se loger, se vêtir, et se subvenir. Ce monde nous le permet par mérite et par chantage, par menaces et par compétition, par isolement et par sélection.

Aujourd'hui, leurs finances sont en "crise". Ce monde-là n'est pas le nôtre. Cette crise n'est pas la nôtre. C'est la crise de leur régime, de leur système, de leurs finances et de leurs multinationales. Ces riches et patrons si puissants, invisibles de notre quotidien, ont bâti leur pouvoir sur notre labeur et sur la spéculation virtuelle de leurs bourses folles à partir de notre travail. Ces riches et patrons si puissants voient leur pouvoir vaciller dans les rouages qui sont les leurs, et nous imposent à nous d'accroître notre labeur, de se plier davantage à leurs chantages et menaces. Ces riches et patrons, ces bourses et marchés, veulent sauver leur puissance sur nos vies, nos enfants, nos toits. Pour sauver leur puissance en déroute, ils nous écrasent, nous affament, nous exterminent. Et si nous ripostons avec tant soit peu de force, ils nous répriment, nous fichent, nous matraquent, nous emprisonnent.

Aujourd'hui plus que jamais, ils font des premiers exclus et des premiers écrasés de cette logique et de ce régime l'alimentation fondamentale de nos peurs. Ils fabriquent des ennemis. Ils inventent des boucs-émissaires. Ils façonnent la prétendue « cause » de cette situation. Auparavant, cela a été « le juif », « le bolchevique », « l'homosexuel », « le fou », « l'inutile », façonnés en ennemi intérieur et extérieur, et finalement en « sous-homme ». Tout génocide est un génocide social. Toute extermination est une extermination sociale. La « crise » de 1929 a amené au nazisme, au franquisme, au fascisme. Aujourd'hui, de nouveau, plus de 80ans après la « grande crise » de 1929, voici de nouveau une dite « grande crise ». Européenne, mondiale, planétaire. Et aujourd'hui, de nouveau, plus que jamais, ils font des premiers exclus et des premiers écrasés de cette logique l'alimentation fondamentale de nos peurs. Ils fabriquent des ennemis. Ils inventent des boucs-émissaires. Ils façonnent la prétendue « cause » de cette situation. A présent, ils parlent de « l'immigré », de « l'arabe », de « l'islamiste », du « chômeur fainéant », de la « racaille de banlieue », du « profiteur étranger », du « terroriste », de « l'inutile », du

« peuple grec fainéant », du « peuple grec lâche », façonnés en ennemi intérieur et extérieur, et progressivement en « sous-homme ». Justifiant progressivement les prochaines exterminations. Et toute extermination est sociale. Justifiant progressivement l'avènement déjà en cours de « l'Occidentisme », de « l'Européanisme », du fascisme.

Aujourd'hui, "c'est la crise", disent-ils. C'est l'heure à nouveau d'une période de violente régénération du capitalisme. La crise, le mode de développement du capitalisme. Sur l'écrasement de nos vies.

Pour sauver leur pouvoir, les puissants doivent écraser la réalité humaine et la réalité de la vie. Pour sauver sa puissance, le capitalisme doit écraser l'humain et le vivant. Au début, c'est l'augmentation du chômage, jusqu'à être la réalité de plus de la moitié d'une population entière. C'est l'augmentation des taxes, des impôts et des factures. C'est l'augmentation des ressources d'énergie, des loyers et des denrées alimentaires. Simultanément ou par la suite, c'est la destruction de toute protection sociale. C'est les coupures budgétaires puis la fermeture stricte des hôpitaux, des écoles et des foyers d'accueil. C'est l'abolition de notre droit à la retraite, de notre droit à un toit, de notre droit à nous vêtir et nous nourrir. De notre droit à avoir des enfants et de vivre. Dans ce monde, cela relève effectivement de notre « droit ». Mais ce monde détruit ces « droits » et les transforme en « devoirs », par la menace et le chantage, par la peur et l'isolement. « Devoir » de travailler davantage pour moins de revenus, « devoir » de payer soi-même ses médicaments si l'on en a les moyens, « devoir » de payer plus cher notre nourriture et notre loyer, « devoir » de dénoncer « l'immigré clandestin » ou le « terroriste islamiste », « devoir » de ne pas faire grève et de la dénoncer en « prise d'otage », « devoir » de consentir voire d'applaudir la répression menée en guerre intérieure contre les affamés s'ils osent se défendre dans la rue, « devoir » de respecter avec silence le déploiement d'hélicoptères au-dessus des familles de banlieues, « devoir » de se résigner à la diminution des professeurs et instituteurs, « devoir » se résoudre aux contrats précaires et à la baisse voire l'abolition du salaire minimum. Au final, « devoir » accepter le diktat des riches et des puissants, ce monde en "crise", cette "crise" de leur régime, de leur système, de leurs finances et de leurs multinationales. Du capitalisme.

Et si l'on refuse ce chantage, cette peur, cette menace, cette crise, ce monde, ce capitalisme ; si l'on refuse de travailler dans l'espoir strict de ne pas mourir de faim ou de froid ; si l'on refuse cette urgence et cette angoisse permanentes et écrasantes comme nouvelles règles de vie, comme équilibre de survie : celle de nos familles, de nos enfants, de nous-mêmes, alors c'est le fichage, le contrôle, la surveillance, la police, la prison, l'armée. Alors c'est le fascisme.

Aujourd'hui, voilà ce qui se passe en Grèce.

En Grèce, les mères abandonnent leurs enfants parce qu'elles n'arrivent plus à les nourrir. En Grèce, les migrants sont arrêtés par milliers dans de grandes rafles de rue et emmenés dans des centres de rétention d'où ils sont renvoyés sans un sou dans des pays en guerre. En Grèce, la police se militarise et occupe toutes les grandes avenues

et rues de la capitale athénienne, équipés de boucliers et de casques, parfois de fusils-mitrailleurs, à grands renforts de bus blindés et de patrouilles de motos « voltigeurs ». En Grèce, des milliers de personnes abandonnent leurs appartements ou maisons aux loyers maintenant trop élevés et vivent dans des dizaines de « campements de pauvres » autour d'Athènes. En Grèce, des enfants affamés livrés à eux-mêmes sillonnent par trois ou cinq les grandes rues hostiles de la capitale, quémandant pièces ou bouts de pain en échange d'un paquet de mouchoir ou d'une mélodie à l'accordéon. En Grèce, des dizaines de milliers de foyers ont leur électricité coupée, faute de ne pas avoir payé des factures exorbitantes. En Grèce, 52% de la population ne trouve pas de travail et est condamnée au chômage forcé, tandis que 1 270 000 travailleurs (en février 2012) qui ont pu garder leur poste ne sont tout bonnement plus rémunérés du tout depuis cinq mois. En Grèce, il n'y a plus ni médicaments dans les hôpitaux, ni livres d'étude dans les écoles ; ni personnels dans les foyers d'accueil, ni nourritures abordables dans les supermarchés. En Grèce, la police tolère et protège le marché noir d'héroïne qui isole et tue des milliers de personnes se shootant de désespoir sur les trottoirs ; des centaines de « nouveaux » chômeurs expulsés de leurs foyers occupent des places entières devenues campements de la misère. En Grèce, les gens meurent. De faim. De froid. De drogue. De solitude. De répression. De désespoir. De misère.

Aujourd'hui, ce qui devient un dernier point d'arrivée en Grèce est le nouveau point de départ ailleurs. En Espagne. Au Portugal. En Italie. En Islande. En France. Et vont suivre la même chute infernale pour tous et chacun, étape par étape, graduellement ou en accéléré, imposée par les nécessités propres des puissants, de cette crise, de ce monde en crise, du capitalisme.

Mais aujourd'hui, en Grèce, le peuple refuse. Familles, pères, mères, frères, sœurs, parents, proches, amis, voisins, collègues, travailleurs, précaires, chômeurs, étudiants, lycéens, exploités, humiliés, tentent une nouvelle fois de résister. De se lever. De se solidariser. De s'organiser par eux-mêmes. De se confronter à la police. De faire grève. D'occuper leurs lieux de travail. D'occuper et paralyser mairies, hôtels de ville et préfectures. De tenir. De vaincre. Contre les nécessités propres des puissants, de cette crise, de ce monde en crise, du capitalisme.

En ces journées décisives se joue en Grèce un basculement. Un basculement irréversible et irrémédiable. Un basculement politique.

Le peuple grec, dans la réalité humaine et vivante de notre monde, qui n'est pas statistique ou équilibre financier, mais réel. Le réel. Notre réel. A tous. A chacun. De notre classe. Celui de devoir se nourrir, nourrir ses proches, nourrir ses enfants. Celui de devoir se loger, loger ses proches, loger ses enfants. Celui de devoir se soigner, soigner ses proches, soigner ses enfants. Celui de devoir se vêtir, vêtir ses proches, vêtir ses enfants. Celui de devoir s'éduquer, éduquer ses proches, éduquer ses enfants. Celui de vivre et non survivre, pour soi, ses proches, ses enfants. Ce « devoir » là n'est imposé par personne d'autre que nous-mêmes. Ce « devoir » là n'est autre que cette nécessité qui est nôtre, humaine, vivante, d'être et demeurer humains, vivants.

La nécessité humaine et de la vie n'est pas celle de la puissance financière. La nécessité humaine et de la vie n'est pas celle du capitalisme. Notre nécessité à nous, hommes, femmes, simples, anonymes, sans autre ambition de n'être que ces hommes, ces femmes, simples, anonymes, sans autre pouvoir que celui de pouvoir avoir des enfants et les chérir, les nourrir, les loger, les éduquer ; cette nécessité et cette volonté, cette création et ce partage, n'appartient qu'à nous. Notre nécessité d'hommes et femmes simples et anonymes est celle obéissant à notre réalité humaine et vivante.

Aujourd'hui, en Grèce, des hommes, des femmes, simples, anonymes, veulent défendre leur humanité et leurs vies. Aujourd'hui, en Grèce, des hommes, des femmes, se battent pour cela. Un homme, une femme, qui veut vivre aujourd'hui en Grèce, est un homme combattant, une femme combattante. Pour soi, ses proches, ses enfants.

En cette période décisive se joue en Grèce un basculement. Un basculement irréversible et irrémédiable. Un basculement politique. Des hommes, des femmes, simples, anonymes, se battent, par centaines, par milliers, par centaines de milliers. Descendent dans la rue. Affrontent la police. Occupent leurs lieux de travail. Font grève des loyers et des factures. Pillent les supermarchés. Occupent et paralysent les lieux de pouvoir. Constituent des Comités de Quartiers. Envahissent et occupent des immeubles vides. Occupent les ministères. Occupent les hôtels de ville. Occupent les mairies. Laissent les banques s'effondrer. Assiègent le Parlement. Tentent de s'auto-organiser, de se réapproprié de manière autogestionnaire leur outil de travail. Pour soi, ses proches, ses enfants.

Et des personnes meurent. Des jeunes meurent. Des mères meurent. Des chômeurs meurent. Des migrants meurent. Des enfants meurent. Le peuple meurt. De faim. De matraques. De froid. De grenades explosives. De solitude. De lacrymogènes asphyxiants. De désespoir. De voltigeurs.

La « crise » de 1929 a amené au nazisme, au franquisme, au fascisme. Qui ont vaincu et régné sur la répression de révolutions et la mort de peuples entiers. Et un premier régime fasciste vainqueur de la mort d'une révolution et d'un peuple entier justifie la victoire et le règne de tous les régimes fascistes. Franco a vaincu et régné sur la mort de la vague révolutionnaire de 1936 en Espagne. Hitler, Pétain, Mussolini, Staline ont vaincu et régné par la victoire et le règne de Franco. Le fascisme européen a vaincu et régné sur le fascisme espagnol, qui fut le dernier à mourir.

Aujourd'hui, de nouveau, plus de 80ans après la « grande crise » de 1929, voici de nouveau la « grande crise ». Européenne, mondiale, planétaire. Et aujourd'hui, de nouveau, plus que jamais, ils font de l'écrasement de la révolte et la mort du peuple grec la condition nécessaire pour la victoire et le règne du fascisme en Grèce. Et un premier régime fasciste vainqueur de la mort d'une révolution et d'un peuple entier justifie la victoire et le règne de tous les régimes fascistes. Si le fascisme vainc et règne en Grèce, les régimes fascistes vont vaincre et régner dans toute l'Europe.

Le combat des hommes, des femmes, simples, anonymes, grecques est le combat de tous les hommes et de toutes les femmes, simples, anonymes, d'Europe et au-delà. Le combat du peuple grec est le combat de tous les peuples d'Europe et au-delà. Laisser écraser la révolte du peuple grec et sa mort est laisser écraser toute possibilité de révolte des peuples d'Europe et au-delà, et permettre leur mort. Laisser la victoire du fascisme en Grèce, c'est laisser la victoire du fascisme dans toute l'Europe. Ce fut le cas avec la « crise » de 1929 et la victoire de Franco sur la révolution espagnole. Ce sera le cas avec la « crise » actuelle et la victoire du fascisme sur la révolte grecque. Et la révolte grecque, seule, isolée, abandonnée, comme le fut la révolution espagnole en 1936, sera réprimée, écrasée, exterminée.

Être solidaire et combattre pour le peuple grec, c'est être solidaire et combattre pour tous les peuples d'Europe, pour tous les hommes et toutes les femmes, simples, anonymes, d'Europe. Pour soi, ses proches, ses enfants.

De leur crise à notre austérité. De notre austérité à notre résistance.

Nous nous adressons à tous et chacun, de ceux qui cherchent du travail ou en ont un, de ceux qui veulent s'en sortir ou qui croient s'en être sortis, de ceux qui craquent dans les Pôle Emploi ou craquent de leurs conditions de boulot, de ceux qui n'ont pas le temps de rêver ou de ceux qui n'en peuvent plus du rêve marchandisé, de ceux qui galèrent déjà à nourrir leur famille ou de ceux qui n'osent pas avoir d'enfants en ayant déjà du mal à se nourrir eux-mêmes, de ceux pris dans la routine sans fin du travail ou de ceux pris dans la routine sans fin de la recherche de travail, de ceux à qui on reproche de vivre au-dessus de leurs moyens ou de ceux qui n'ont pas du tout de moyens ni de vie, de ceux qui n'ont pas de travail en étant surdiplômés ou de ceux qui n'ont pas de travail sans aucun diplôme, à tous et chacun donc qui veulent s'en sortir et vivre avec le minimum de décence.

Nous nous adressons à tous et chacun, effrayés ou ignorants de ce monde qui s'embrase, sympathisants ou fuyants de ce monde qui s'effondre, assomés de mots quotidiens martelés par des gens inconnus derrière l'écran de la télé d'Etat, tels "crise", "sécurité", "stabilité", "catastrophe", "chômage", "insécurité", "urgence", "désastre", "économie", "bourses", "marchés", qui s'alternent dans l'indifférence médiatique avec "football", "stars", "people", "nouvel écran plat". A tous ceux qui n'ont pas le temps de parler avant qu'on parle à leur place. A tous ceux qui n'ont pas le temps de vivre avant qu'on les détermine à leur place. A tous ceux qui craquent et à qui on parle comme des enfants attardés.

Depuis 2008 et les nouvelles offensives, toujours plus violentes, du Capital à travers le monde, de nouveaux élans de résistance populaire se confrontent à la bourgeoisie

régnante et à l'Etat répressif. La spirale des troubles et de cette guerre de classe a commencé dans le "monde arabe" avec les révolutions en Tunisie, Egypte, Lybie, Bahrein, Syrie, qui continuent encore. Pour balayer tous leurs ennemis. Elle a touché les Etats-Unis de "Occupy Wall Street" à "Occupy Oakland" et l'Europe où le massacre capitaliste des peuples a commencé en Grèce.

A mesure que la crise et la casse sociale s'aggravent, des villes s'embrasent et la révolte s'étend. En huit mois, de l'été 2011 au printemps 2012, les capitales européennes des pays les plus touchés socialement ont brûlé : Londres du 6 au 11 août 2011, Rome le 15 octobre 2011, Athènes le 12 février 2012, Barcelone et Madrid le 29 mars 2012.

La grève générale illimitée reste la première arme révolutionnaire de notre classe. C'est la seule arme qui peut faire changer la peur de camp : par le blocage de leur économie, l'expropriation des richesses et la réappropriation des outils de travail, alors c'est la bourgeoisie qui a peur et nous envoie toutes leurs polices.

Un monde. Deux classes. Une guerre.

Il n'y a pas de "vous", il n'y a pas "les autres", il n'y a pas "c'est la vie", il n'y a pas "là-bas", il n'y a pas "de toute façon", il n'y a qu'un nous. Nous. Nous qui travaillons et galérons, nous à qui "les fins de mois" est une question quasi-existentielle, nous qui sommes des hommes, des femmes, simples, anonymes, qui voulons avant tout nous en sortir. Nous qui voulons avant tout nous nourrir, nous loger, nous vêtir, avoir des enfants sans nous sacrifier ni les sacrifier. Et nous sommes ces hommes, ces femmes, simples, anonymes, avant d'être des "clients", des "élèves", des "ménages", des "citoyens", des "consommateurs", des "actifs", des "inactifs", et nous avons des conditions de vie communes. Pour combler nos nécessités humaines, pour nous vêtir, nous loger, nous nourrir, subvenir nos enfants, nous devons travailler ou chercher du travail. Notre quotidien, nos conditions de vie sont communes : locataires pour nous loger, consommateurs pour nous nourrir et nous vêtir, salariés pour pouvoir être locataires et consommateurs. Ceux sans travail n'ont droit ni à se loger, ni à se vêtir, ni à se nourrir, ni à subvenir ces enfants.

Nous, c'est tous ceux qui se sont posés au moins une fois la question "comment s'en sortir ?". Dans chaque quartier, dans chaque ville, dans chaque pays, sur chaque continent, nous sommes la masse innombrable qui nous posons au moins

une fois la question "comment s'en sortir ?".

Et dans chaque ville, dans chaque pays, sur chaque continent, il y a une poignée de personnes qui ne se sont jamais posés cette question. Une caste. Une oligarchie. Une classe séparée. Ils sont riches, l'ont toujours été et ne se posent que leur seule question possible : "comment être encore plus riche ?". Cette poignée de personnes, nous ne les croisons jamais dans notre quotidien, ils ne font pas partie de nos vies. Pourtant ce sont eux qui déterminent selon leurs nécessités propres et leur seule question toute la réalité quotidienne de nos vies. Ce sont les grands propriétaires, les PDG, les grands patrons, les multinationales, les directeurs bancaires, les chefs d'Etat, les ministres, les députés, les sénateurs, les préfets. Les puissants. Tous ceux-ci étant au service exclusif de ceux plus riches et plus puissants encore, les décideurs du monde, les décideurs du sort de la planète et de peuples entiers, et de nos vies particulières. Ces décideurs sont encore plus invisibles, n'ont ni nom ni visage, et ont créé toutes sortes d'instance en abréviation pour augmenter leur puissance et leur richesse, ces instances qui n'ont de sens réel pour nous que comme abréviation : FMI, OMC, UE, G8, S&P, BCE, CEE, ALENA, ONU, OCDE...

Il y a nous, la classe des exploités. Il y a eux, la classe des exploités. Et il n'y a de rapport entre ces deux classes qu'un rapport de guerre.

Nous sommes ceux qui dès l'enfance parfois se demandent "comment s'en sortir", et ils sont ceux qui décident à notre place comment nous devons vivre et déterminent comment, à notre place, "s'en sortir". Selon leurs critères, leurs nécessités, leurs exigences : devenir plus puissant encore, devenir plus riche encore. Et à partir de là calculer, investir, écraser. Ces critères, ces nécessités, ces exigences, ne sont pas les nôtres. Les nôtres sont : se nourrir, se vêtir, se loger, subvenir nos enfants. Et à partir de là rencontrer, voyager, aimer.

Nous sommes ceux qui "sont payés", ils sont ceux qui "payent"; nous sommes ceux qui construisons, ils sont ceux qui se pavent; nous sommes ceux qui produisons, ils sont ceux qui se goinffrent; nous sommes ceux qui travaillons, ils sont ceux qui se dorlotent; nous sommes ceux qui tenons le plateau, ils sont ceux qui se servent; nous sommes ceux qui cirons leurs chaussures, érigeons leurs palaces, gérons leurs dossiers, récurons leurs chiottes, administrons leurs rendez-vous, rédigeons leurs mémoires, médiatisons leurs débats, assurons leur sécurité, produisons leurs intérêts, suons leurs richesses, votons leurs puissances, applaudissons leurs discours, remercions leurs promesses, attendons leurs patiences, craignons leurs décisions, espérons leurs clémences, louons leurs propriétés. Nous sommes ceux qui travaillons, ils sont ceux qui décident.

Nous sommes ceux qui "acceptons" l'austérité, ils sont ceux qui la décrètent. Nous sommes ceux qui sommes licenciés, ils sont ceux qui le décident. Nous sommes ceux qui créons la richesse, ils sont ceux qui nous la confisquent. Nous sommes ceux qui construisons des maisons et des appartements, ils sont ceux qui les achètent. Nous sommes ceux qui payons des loyers, ils sont ceux qui décident de leur montant. Nous sommes ceux qui travaillons la terre et le pain, ils sont ceux qui les détiennent. Nous sommes ceux qui payons la nourriture, ils sont ceux qui décident des tarifs. Nous sommes ceux qui rendons possible la grande distribution, ils sont ceux qui décident des prix. Nous sommes ceux qui utilisons les transports en commun, ils sont ceux qui les rendent payants.

Nous sommes ceux qui étudions, ils sont ceux qui décident du contenu et de la valeur des études. Nous sommes ceux qui allons à l'école, ils sont ceux qui décident du contenu et de la valeur de l'éducation. Nous sommes ceux qui allons dans les hôpitaux, ils sont ceux qui décident des moyens et de la valeur de la santé. Nous leur appartenons. Nous sommes leurs esclaves-salariés. Les lois du Capital et de ceux qui le détiennent, la bourgeoisie, ont fait de nous depuis plusieurs siècles leur main d'oeuvre, un prolétariat.

Ils sont ceux qui détiennent les armes, nous sommes ceux qui les appréhendons. Ils sont ceux qui construisent les prisons, nous sommes ceux qui les remplissons. Ils sont ceux qui créent les frontières, nous sommes ceux qui les subissons. Ils sont ceux qui licencient, nous sommes ceux qui nous prenons des lacrymos pour oser l'avoir refusé. Ils sont ceux qui décrètent les guerres, nous sommes ceux qui y mourront.

Ils ont le monopôle de la violence et du jugement, nous n'avons que le droit d'être violentés et jugés. Ils nous divisent entre "violents" et "non-violents" alors que ce sont eux qui ont matraques et gaz pour nous réprimer tous. Leur violence est légale, la nôtre est légitime. Leur justice emprisonne, notre justice soude et libère. Leurs polices servent de justice, leur justice sert de paix. Si telle est leur justice, il n'y a pas de paix, mais qu'une terreur policière qui protège les riches. Si telle est leur paix, la police est partout et la justice nulle part.

Toute révolte est juste si elle ne se trompe pas d'ennemis. L'ennemi n'est pas le "pauvre", "l'arabe" ou la "banlieue" mais le riche et le puissant qui ont créé la pauvreté et le ghetto-banlieue et qui ont choisi d'y enfermer toute personne de couleur et anciens colonisés pour maintenir la division.

Avant d'être arabe, noir, blanc, nous sommes des gens qui veulent nous en sortir, soumis au même système qui crée de la peur entre nous pour se faire oublier.

Le racisme est une arme des puissants, des riches et de l'Etat. Eux qui construisent les murs qui nous divisent et les impasses qui nous bloquent, les barbelés périphériques qui nous séparent et les polices qui nous sélectionnent.

La seule violence est celle de la puissance financière qui décide de nos vies. La seule violence est celle de l'Etat qui décide de notre valeur. La seule violence est celle de la police qui décide de notre "paix". Face à cela, toute notre résistance ne sera que défense et autodéfense.

Seuls l'Etat et le Capital anticipent notre colère, nous qui avons du mal à anticiper notre propre misère. Ils se dotent de toutes les armes possibles, qui tuent et assassinent de manière "non létale". Des lycéens perdent leurs yeux sous les balles en caoutchouc pour défendre leurs études, des "banlieusards" perdent leurs vies accusés d'être pauvres de couleur et "ex"-colonisés, des sidérurgistes perdent leur dignité par les coups de matraque pour défendre leur emploi, des personnes âgées et des enfants se font gazer pour défendre le droit à la retraite.

Guerre de classe, et nécessité fait loi. Nécessités humaines et naturelles contre nécessités économiques de profit et de puissance.

Appel au combat, appel à l'insurrection.

La "démocratie représentative" est le nom donné par les puissants à un système où les règles du jeu et ses cartes sont détenus par les riches et les puissants. Et nous qui cherchons à nous en sortir dépendons des cartes sociales que les riches veulent bien nous distribuer. Mais ce sont toujours eux qui les distribuent.

Ce ne sont pas les cartes qu'il faut changer, mais le jeu lui-même. Parce que nos vies et celles de nos enfants ne sont pas un jeu. A nous de faire en sorte que les riches ne jouent plus avec nos vies selon leurs propres joker et leurs propres bonus. C'est eux qui décident de la case de départ et de la case d'arrivée de chacun d'entre nous, et nous sommes condamnés à respecter les parcours qu'ils nous distribuent.

Soyons notre propre case de départ et notre propre case d'arrivée à la fois, soyons notre propre parcours, éjectons les riches et les puissants du jeu. Notre monde n'est pas le leur, nos nécessités ne sont pas les leurs, nos envies et nos besoins ne sont pas les leurs. Déterminons nous-mêmes nos propres vies.

Les "élections démocratiques et représentatives" sont l'illusion à nous faire

croire que c'est nous qui maîtrisons le jeu, alors qu'en réalité les cartes ne font que changer de couleur. Le "pic" peut devenir "carreau" ou "trèfle", les cartes restent les mêmes, et ce sont toujours les mêmes qui les détiennent. Et nous sommes leur mise, leur gain, leur enjeu.

Soyons notre propre enjeu.

Leurs principales armes pour nous faire accepter leur diktat financier sont la peur et le chantage. Peur de la banlieue, peur de l'autre, peur d'être solidaire, peur de se défendre, peur de faire grève, peur d'étudier sans travail au bout, peur du chômage, peur de son patron, peur d'avoir peur. La crise créée de la peur, elle est la peur, se veut notre peur pour avancer et imposer ses mesures.

La question s'est posée en Tunisie, en Egypte, en Lybie, en Syrie, elle se pose aujourd'hui en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, commence à se poser en France et aux Etats-Unis, et finalement est la question que nous nous posons tous : jusqu'à quand ?

Jusqu'ici, "tout va bien", mais jusqu'à quand ?

Pour ne plus avoir peur, il faut que la peur change de camp. A la finance d'avoir peur de notre colère, aux puissants d'avoir peur des sans-travail, aux policiers d'avoir peur de notre solidarité.

Nous avons l'impression d'être dépassé, de ne plus comprendre ce qui se passe dans nos vies, de devoir se fier et avoir confiance en ceux qui détruisent nos vies pour qu'ils la protègent, mais la seule réponse à nos angoisses et notre urgence est le rapport à notre histoire, notre propre histoire, notre histoire de classe qui est une histoire de lutte et de combat.

L'histoire n'est pas celle des chefs d'Etat ou des "grands noms", des "grands hommes", l'histoire n'est pas celle des dominants et des puissants, elle est faite et se fait toujours par les petites gens, les anonymes que nous sommes, les hommes et femmes simples que nous sommes fiers d'être. Les Tunisiens et les Egyptiens nous l'ont montré, et aujourd'hui ce sont les puissants qui ont peur "des gens", de ces gens qui font leur propre histoire, qui veulent leur propre victoire. Et ils ont peur que nous soyons l'écho, l'onde de choc en Europe des secousses tunisiennes, égyptiennes, lybiennes et syriennes.

A vous, à nous, camarades, frères, sœurs, parents, proches, amis, voisins,

collègues, travailleurs, précaires, chômeurs, étudiants, lycéens, exploités, humiliés ; De France, d'Espagne, d'Italie, du Portugal, d'Allemagne, d'Europe et au-delà ; ceci est un appel. Un appel de solidarité internationale. Entre les peuples. Entre les hommes, les femmes, simples, anonymes.

Ceci est un appel au combat. Avec et pour le peuple grec assassiné. Avec et pour tous les peuples.

Un appel à descendre dans la rue, occuper les lieux de travail, faire grève des loyers et des factures, occuper et paralyser les lieux de pouvoir, constituer des Comités de Quartiers, envahir et occuper les immeubles vides, occuper les ministères, les hôtels de ville, les mairies, laisser les banques s'effondrer, assiéger le Parlement. Par dizaines, par centaines, par milliers, par centaines de milliers. Pour soi, ses proches, ses enfants. Les nôtres, ceux de chacun, ceux de tous.

Pour tous les hommes, toutes les femmes, simples, anonymes, et contre leurs patrons, leurs polices, leurs menaces, leurs chantages, leurs puissances, nos seules armes sont la solidarité, la détermination, l'auto-organisation par et pour nous-mêmes. Nous sommes notre propre nécessité, notre propre ambition, notre propre pouvoir.

Alors, alors seulement, ce sont eux qui auront peur.

De l'indignation à la révolte, de la révolte à l'émeute, de l'émeute à la grève sauvage émeutière, de la grève sauvage émeutière à l'insurrection.

Désormais nous avons compris, et nous n'avons plus peur : nous sommes notre propre solution, notre propre ambition, notre propre pouvoir. Nous ne comptons que sur notre propre force, sur notre propre capacité à organiser nous-mêmes nos vies, sur notre propre solidarité.

L'insurrection ne sera ni "civique" ni "citoyenne", elle est confrontation de classe. Nous sommes non-violents avec ceux qui sont non-violents avec nous, mais nous revendiquons l'autodéfense par tous les moyens nécessaires contre toute violence à notre encontre. Cette violence est permanente, quotidienne, omniprésente, c'est la violence capitaliste. Se confronter à la police ou bloquer une entreprise relève de l'autodéfense contre la violence de licenciements de masse ou de hausse des factures. Bloquons leur économie et que la peur change de camp, comme lors du blocage des raffineries à l'automne 2010. Réapproprions-nous nos outils de travail quand ils veulent les fermer, créons des Assemblées de Quartiers et développons la démocratie directe, la seule à laquelle nous aspirons. Pour reprendre nos vies en main, ici, maintenant, nous-mêmes. Là où nous vivons et travaillons. Exproprions les richesses qu'ils nous ont volé, créons des Comités d'Autodéfense de Précaires et Chômeurs. N'attendons pas d'être pris dans l'urgence comme le sont les peuples grecs et espagnols aujourd'hui. Le désastre, nous y sommes déjà et il ne fera que s'aggraver, et

nous entraîner dans sa spirale infernale.

Cette impression commune que le capitalisme, la crise, le désastre, vont arriver. Alors que capitalisme, crise et désastre sont déjà là. Cette impression commune que le ras-le-bol, la révolte, l'explosion, vont arriver. Alors que ras-le-bol, révolte et explosion sont déjà là.

S'indigner ou prendre acte. Prenons acte.

Tout de nous, rien de eux.

Des hommes, des femmes, simples, anonymes.